



PREFET DE L'AUBE

Arrêté n°BECP2018106-0001 du 16 avril 2018

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Société SUEZ RV NORD-EST
Commune de BAR-SUR-SEINE

Arrêté préfectoral complémentaire

Le Préfet de l'Aube,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement, Livre Ier - partie réglementaire et partie législative -, ainsi que le Livre V - partie réglementaire et partie législative - Titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- Vu** la nomenclature des installations classées,
- Vu** l'arrêté préfectoral n°03-4164 du 25 novembre 2003 autorisant la société SITA DECTRA à exploiter un centre de stockage de déchets non dangereux, un quai de transfert de déchets ainsi qu'une plateforme de compostage à Bar-sur-Seine,
- Vu** le dépôt d'un dossier relatif au changement d'exploitant le 27 mars 2015, complété par un courrier du 28 juillet 2015, désignant la société SITA NORD EST comme nouvel exploitant,
- Vu** le courrier adressé par la société SITA NORD EST le 30 septembre 2015, informant de la dissociation des activités exercées à BAR SUR SEINE et en particulier du transfert de l'activité de compostage au profit de la société SUEZ ORGANIQUE et sollicitant l'octroi d'une autorisation spécifique à SUEZ ORGANIQUE pour cette plateforme de compostage,
- Vu** le courrier du 7 septembre 2016 de la société SITA NORD EST, notifiant un changement de la dénomination sociale de la société, celle-ci étant désormais nommée SUEZ RV NORD EST,
- Vu** le courrier adressé par la société SUEZ RV NORD EST le 21 novembre 2016, notifiant la cessation d'activité de l'installation de stockage de déchets non dangereux et le dossier technique joint à l'appui sollicitant notamment un aménagement des prescriptions relatives à la couverture finale,
- Vu** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées de la DREAL en date du 8 mars 2018,
- Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de la séance du 20 mars 2018,
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur le 27 mars 2018,

Vu l'absence d'observations de la part de la société SUEZ RV NORD EST sur ce projet,

Considérant que la société SUEZ RV NORD EST a repris l'exploitation des installations de transit et de stockage de déchets non dangereux, antérieurement exploitées par la société SITA DECTRA à Bar-sur-Seine ;

Considérant que l'installation de compostage antérieurement exploitée par la société SITA DECTRA est désormais exploitée par la société SUEZ ORGANIQUE et fait désormais l'objet d'un arrêté préfectoral distinct délivré à celle-ci,

Considérant qu'il convient d'actualiser les dispositions en matière de suivi post-exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux,

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aube,

ARRETE

Sommaire

TITRE 1 - Portée de l'autorisation d'exploiter et conditions générales.....	4
CHAPITRE 1.1 Bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter.....	4
CHAPITRE 1.2 Nature et localisation des installations.....	4
Article 1.2.1. Liste des installations classées exploitées.....	4
Article 1.2.2. Situation de l'établissement et des installations autorisées.....	4
CHAPITRE 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	5
CHAPITRE 1.4 Modifications apportées aux installations.....	5
Article 1.4.1. Porter à connaissance.....	5
Article 1.4.2. Équipements abandonnés.....	5
CHAPITRE 1.5 Cessation d'activité.....	5
TITRE 2 – Gestion de l'établissement.....	6
CHAPITRE 2.1 Déclaration des incidents ou accidents.....	6
CHAPITRE 2.2 Règles d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux.....	6
Article 2.2.1. Accès au site.....	6
Article 2.2.2. Admission de déchets.....	6
Article 2.2.3. Réaménagement du site après exploitation.....	7
CHAPITRE 2.3 Surveillance des effets sur l'environnement.....	7
CHAPITRE 2.4 Dispositions diverses.....	7
TITRE 3 – Délais et voies de recours – publicité - exécution.....	8
CHAPITRE 3.1 Notification de l'arrêté et publicité.....	8
CHAPITRE 3.2 Délais et voies de recours.....	8
CHAPITRE 3.3 Exécution.....	8
ANNEXES.....	9
Annexe 1 – Plan des installations exploitées.....	9

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION D'EXPLOITER ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE DE L'AUTORISATION D'EXPLOITER

La société SUEZ RV NORD-EST, dont le siège social est situé 17 rue de Copenhague – 67300 SCHILTIGHEIM, ci-après dénommée « l'exploitant », est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation d'une installation de transit et de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de BAR-SUR-SEINE, lieu-dit « Val Magnant », dans les conditions définies ci-après.

Le présent arrêté fixe en particulier les prescriptions techniques concernant le suivi post-exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux qui ne reçoit plus de déchets.

CHAPITRE 1.2 NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CLASSÉES EXPLOITÉES

Les dispositions du présent article annulent et remplacent les dispositions de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral n°03-4164 du 25 novembre 2003 susvisé.

Les installations visées par le présent arrêté et qui relèvent de la nomenclature des installations classées sont reprises dans le tableau suivant :

nature des activités	rubrique	régime	volume de l'activité
Installation de stockage de déchets non dangereux	2760.2	A	Installation « Bar-sur-Seine 2 » en cessation d'activité et en cours de réaménagement
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1000 m ³	2714.2	D	Potentiel de transit de déchets non dangereux : 4 bennes de 30 m ³ , soit 120 m ³
Installation de transit, regroupement ou tri de métaux (ou alliages) ou de déchets de métaux non dangereux, la surface de l'installation étant inférieure à 100 m ²	2713	NC	2 bennes de 30 m ³ , occupant une surface de 30 m ²
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1000 m ³	2716.2	DC	Potentiel de transit de déchets non dangereux : 2 bennes de 90 m ³ , soit 180 m ³

A : Autorisation - D : Déclaration - NC : Non Classé

Nota : l'établissement ne relève pas du régime SEVESO, ni du champ de la directive n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite « directive IED ».

Article 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT ET DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

Les dispositions du présent article annulent et remplacent les dispositions de l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral n°03-4164 du 25 novembre 2003 susvisé.

Les installations autorisées, citées à l'article 1.2.1 ci-avant, sont situées sur les terrains suivants :

Installation	Commune	Parcelles	
ISDND « Bar-sur-Seine 2 »	BAR-SUR-SEINE Lieu-dit : « le Val Magnant »	Section ZM	parcelles n° 21 et 22
Quai de transfert (transit, tri, regroupement de déchets non dangereux)	BAR-SUR-SEINE Lieu-dit : « le Val Magnant »	Section ZM	Parcelle n°23
Voiries et équipements annexes	BAR-SUR-SEINE Lieu-dit : « le Val Magnant »	Section ZM	Parcelles n° 21, 23 et 24
		Section OA	Parcelles n°435, 436 et 472

Un plan présentant ces différentes zones figure à l'annexe 1 du présent arrêté.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les dispositions du présent chapitre annulent et remplacent les dispositions de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral n°03-4164 du 25 novembre 2003 susvisé.

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 MODIFICATIONS APPORTÉES AUX INSTALLATIONS

Article 1.4.1. PORTER À CONNAISSANCE

En application de l'article R.181-46 du code de l'environnement, toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Le préfet peut fixer, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement.

Article 1.4.2. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

CHAPITRE 1.5 CESSATION D'ACTIVITÉ

Avant la mise à l'arrêt définitif des installations, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt au moins trois mois avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ,
- les interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé conformément aux dispositions du code de l'environnement applicables à la date de cessation d'activité des installations, et selon l'usage défini par les documents d'urbanisme au moment de la cessation d'activité.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 DÉCLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS

Les dispositions du présent chapitre annulent et remplacent les dispositions de l'article 2.7 de l'arrêté préfectoral n°03-4164 du 25 novembre 2003 susvisé.

En cas d'accident ou d'incident, l'exploitant doit prendre toutes les mesures qu'il juge utile afin d'en limiter les effets.

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, et d'indiquer les mesures prises à titre conservatoire.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.2 RÈGLES D'EXPLOITATION DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX

Article 2.2.1. ACCÈS AU SITE

Les dispositions de l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral n°03-4164 du 25 novembre 2003 susvisé sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant précise par consigne les conditions d'accès au site ainsi que les personnes expressément autorisées par l'exploitant à y avoir accès.

Les vitesses de circulation des différents véhicules sur la voie d'accès et à l'intérieur de l'établissement sont fixées par l'exploitant afin de garantir la sécurité et respectent a minima le code de la route.

A proximité immédiate de l'entrée principale est placé un panneau de signalisation et d'information sur lequel sont inscrits :

- la désignation de l'installation,
- les mots : « Centre de traitement de déchets ménagers et assimilés : Installation de stockage de déchets ultimes ménagers et assimilés, quai de transfert de déchets valorisables - installations classées pour la protection de l'environnement »
- les numéros et dates de l'arrêté préfectoral d'autorisation,
- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant,
- les jours et heures d'ouverture,
- les mots : "Accès interdit sans autorisation" et "Informations disponibles à" suivi de l'adresse de l'exploitant ou de son représentant et de la mairie de Bar-sur-Seine,
- le numéro de téléphone des pompiers, de la gendarmerie ou de la police ainsi que de la Préfecture de l'Aube.

Le panneau doit être en matériaux résistants, les inscriptions doivent être indélébiles et nettement visibles.

A l'intérieur de l'établissement, une signalétique propre aux installations de stockage (à l'arrêt) est mise en place afin d'interdire tout accès à ces installations.

Article 2.2.2. ADMISSION DE DÉCHETS

A compter du 1^{er} avril 2015, aucun apport de déchet, de quelque nature que ce soit, n'est autorisé.

A compter de cette date, les dispositions des articles 15 et 16 de l'arrêté préfectoral n°03-4164 du 25 novembre 2003 susvisé deviennent sans objet.

Article 2.2.3. RÉAMÉNAGEMENT DU SITE APRÈS EXPLOITATION

Les dispositions des articles 18.1 et 18.2 de l'arrêté préfectoral n°03-4164 du 25 novembre 2003 susvisé demeurent inchangées et applicables.

Les dispositions de l'article 18.3 de l'arrêté préfectoral n°03-4164 du 25 novembre 2003 susvisé sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

« La couverture finale présente la structure multi-couche décrite ci-après (du bas vers le haut) :

- une couche de matériaux inertes (couverture provisoire)
- une géomembrane d'étanchéité
- un géotextile drainant
- une couche de matériaux crayeux sur une hauteur de 50 cm au minimum
- une couche de terre végétale d'une épaisseur minimale de 30 cm

nota : les épaisseurs prescrites pour les différentes couches sont considérées perpendiculairement au sens de la pente de la couverture ou de sa tangente.

En parallèle à la mise en place de cette couverture finale, l'exploitant procède à la création de nouveaux puits verticaux de captation du biogaz, en nombre suffisant pour assurer un rayon de captation correspondant à l'emprise exploitée.

La couverture végétale est régulièrement entretenue. »

nota : cette disposition s'applique à l'installation 'Bar-sur-Seine 2' exploitée entre 2004 et 2015, et peut être appliquée à l'installation 'Bar-sur-Seine 1' exploitée entre 1992 et 2004 si l'exploitant souhaite modifier la couverture déjà mise en place.

Les dispositions des articles 18.4 à 18.6 de l'arrêté préfectoral n°03-4164 du 25 novembre 2003 susvisé demeurent inchangées et applicables.

CHAPITRE 2.3 SURVEILLANCE DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT

Indépendamment des dispositions fixées à l'article 32 de l'arrêté préfectoral n°03-4164 du 25 novembre 2003 susvisé qui demeurent applicables, l'exploitant fait examiner, sous 6 mois par un hydrogéologue agréé, la pertinence du réseau de suivi des eaux souterraines actuellement en place, au regard des 2 zones (« Bar-sur-Seine 1 » et « Bar-sur-Seine 2 ») qui ne sont désormais plus exploitées et qu'il convient de suivre.

Cet examen devra en tant que de besoin définir l'implantation éventuelle de nouveaux piézomètres et pourra utilement fournir un avis quant à la pertinence des paramètres contrôlés et de leurs fréquences associées.

CHAPITRE 2.4 DISPOSITIONS DIVERSES

Les dispositions du Titre VI de l'arrêté préfectoral n°03-4164 du 25 novembre 2003 susvisé, correspondant à la plateforme de compostage, sont supprimées.

TITRE 3 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – PUBLICITÉ - EXÉCUTION

CHAPITRE 3.1 NOTIFICATION DE L'ARRÊTÉ ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Conformément à l'article R 181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Bar-sur-Seine et mise à la disposition de toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, sera affiché par le maire de Bar-sur-Seine, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire à la préfecture du département de l'Aube – bureau de l'environnement et de la concertation publique.

L'arrêté est également publié sur le site internet de la préfecture de l'Aube pendant une durée minimale d'un mois.

CHAPITRE 3.2 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article R.181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

CHAPITRE 3.3 EXÉCUTION

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aube, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information au directeur départemental des territoires, au chef de l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, et au délégué territorial départemental de l'agence régionale de santé.

Pour le préfet et par délégation
La secrétaire générale


Sylvie CENDRE

ANNEXES

ANNEXE 1 – Plan des installations exploitées



